



**PRÉFET  
DE LA SEINE-  
MARITIME**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
de Normandie**

**Unité départementale  
du Havre**  
Équipe raffinage pétrochimie

Le Havre, le 4 avril 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 07/03/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **ECOLOGIC PETROLEUM RECOVERY**

Route de Port-Jérôme (RD 173)

ZI de Port-Jérôme

76170 LILLEBONNE

Références : 20230307\_VI\_EPR\_AN-LI

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/03/2023 dans l'établissement ECOLOGIC PETROLEUM RECOVERY (EPR) implanté Route de Port-Jérôme (RD 173) 76170 LILLEBONNE. L'inspection a été annoncée le 21/10/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre de l'action nationale 2023 post-incendie de Rouen, qui a pour objectif de vérifier la situation administrative de certains sites à autorisation au regard des évolutions récentes de la réglementation sur les liquides inflammables, et de contrôler la bonne mise en œuvre des premières échéances réglementaires. Les installations de stockage de liquides inflammables peuvent être soumises aux arrêtés ministériels du 3 octobre 2010 (réservoirs aériens) et/ou du 24 septembre 2020 (récipients mobiles).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ECOLOGIC PETROLEUM RECOVERY
- Route de Port-Jérôme (RD 173) 76170 LILLEBONNE
- Code AIOT : 0005800420
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société ECOLOGIC PETROLEUM RECOVERY (EPR) exploite une installation de traitement de déchets comprenant des unités de traitement physico-chimique, de traitement biologique, de centrifugation et d'évapo-incinération.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Liquides inflammables

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à transmettre une lettre de suite préfectorale ou à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Soumission à l'arrêté ministériel du 03/10/2010	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 1er, I.	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	État des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	/	Sans objet
2	Situation vis-à-vis des seuils des rubriques liquides inflammables	Code de l'environnement du 07/03/2023, article R.511-9, annexes 2, 4 et 5	/	Sans objet
4	Soumission à l'arrêté ministériel du 24/09/2020	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article I.1, I.	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au vu des documents présentés par l'exploitant et des constats effectués par l'inspection sur le terrain, l'établissement EPR n'entre pas dans le champ d'application de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 ni dans celui de l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020.

Un justificatif est tout de même attendu sous 1 mois afin de confirmer que l'un des déchets stocké sur le site n'est pas catégorisé HP 3.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : État des matières stockées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, état des stocks
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées un état complet des stocks datant de la veille de la visite. Les constats effectués par sondage sur le terrain sont en accord avec l'état des stocks présenté par l'exploitant.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 2 : Situation vis-à-vis des seuils des rubriques liquides inflammables

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement, article R.511-9, annexes 2, 4 et 5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, situation administrative
<b>Prescription contrôlée :</b> <u>Rubrique 4330 :</u> Liquides inflammables de catégorie 1, liquides inflammables maintenus à une température supérieure à leur point d'ébullition, autres liquides de point éclair inférieur ou égal à 60 °C maintenus à une température supérieure à leur température d'ébullition ou dans des conditions particulières de traitement, telles qu'une pression ou une température élevée (1). La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant : 1. Supérieure ou égale à 10 t - A

2. Supérieure ou égale à 1 t mais inférieure à 10 t – DC

Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 10 t.

Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 50 t.

Rubrique 4331 :

Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330.

La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant :

1. Supérieure ou égale à 1 000 t A

2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 1 000 t E

3. Supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 100 t DC

Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 5 000 t.

Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 50 000 t.

Rubrique 4734 :

Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution :

essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement.

La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant :

1. Pour les cavités souterraines et les stockages enterrés :

a) Supérieure ou égale à 2 500 t A

b) Supérieure ou égale à 1 000 t mais inférieure à 2 500 t E

c) Supérieure ou égale à 50 t d'essence ou 250 t au total, mais inférieure à 1 000 t au total DC

2. Pour les autres stockages :

a) Supérieure ou égale à 1 000 t A

b) Supérieure ou égale à 100 t d'essence ou 500 t au total, mais inférieure à 1 000 t au total E

c) Supérieure ou égale à 50 t au total, mais inférieure à 100 t d'essence et inférieure à 500 t au total DC

Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 2 500 t.

Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 25 000 t.

Rubrique 1436 :

Liquides de point éclair compris entre 60 °C et 93 °C (1), à l'exception des boissons alcoolisées (stockage ou emploi de).

La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations, y compris dans les cavités souterraines étant :

1. Supérieure ou égale à 1 000 t A

2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 1 000 t DC

*A : autorisation / E : enregistrement / D(C) : déclaration (avec contrôle périodique)*

**Constats :** Les matières stockées dans des quantités non négligeables sur le site sont :

- les déchets d'hydrocarbures à traiter ;
- les déchets aqueux ;
- les concentrats issus de l'unité d'évapo-incinération ;
- le fioul de substitution issu de l'unité de traitement physico-chimique ;
- les déchets d'eaux et sédiments issus du procédé de centrifugation ;
- les eaux alumineuses utilisées comme coagulant dans les procédés de traitement ;
- la soude utilisée pour le lavage des gaz et le traitement des eaux.

Parmi ces matières, celles susceptibles de présenter des propriétés inflammables sont les déchets d'hydrocarbures à traiter et le fioul de substitution.

Les déchets d'hydrocarbures à traiter ne sont pas concernés par les rubriques liquides inflammables reprises ci-dessus, qui ne s'appliquent pas aux déchets.

Le statut du fioul de substitution (produit ou déchet) fait actuellement l'objet de discussions entre l'exploitant et l'inspection des installations classées. S'il s'agit d'un déchet, il n'est pas concerné

<p>par les rubriques liquides inflammables reprises ci-dessus. S'il s'agit d'un produit, il est concerné par la rubrique 4734 en tant que carburant de substitution.</p> <p>D'après l'état des stocks fourni par l'exploitant, le fioul de substitution est stocké dans 6 cuves aériennes pour une quantité totale présente de 241 m<sup>3</sup> soit environ 217 tonnes le jour de la visite.</p> <p>D'après ce même document, la quantité maximale de stockage de fioul de substitution est de 410 m<sup>3</sup> soit environ 369 tonnes, ce qui correspondrait à un classement à déclaration au titre de la rubrique 4734-2. Les quantités maximales de stockage indiquées sur l'état des stocks sont confirmées par l'étiquetage des cuves observé par l'inspection sur le terrain.</p>
<p><b>Observation :</b> En cas de classement du fioul de substitution à déclaration au titre de la rubrique 4734-2, l'exploitant doit respecter les dispositions de l'arrêté ministériel du 22/12/08 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510 ou 4511. La vérification du respect de ces dispositions pourra faire l'objet d'une prochaine visite d'inspection.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

### N° 3 : Soumission à l'arrêté ministériel du 03/10/2010

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 1<sup>er</sup>, I.</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, réglementation applicable</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. Sont considérés comme relevant du présent arrêté les stockages en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables exploités :</p> <p>1. Au sein d'une installation classée soumise à autorisation au titre de l'une ou plusieurs des rubriques nos 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut au titre de l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510 ou 4511 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement dites « rubriques liquides inflammables » ;</p> <p>2. Au sein d'une installation classée soumise à autorisation selon une ou plusieurs autres rubriques que les rubriques dites " liquides inflammables ", dès lors que les quantités susceptibles d'être présentes de la substance ou du mélange dangereux avec une mention de danger H224, H225, H226 et de déchets liquides inflammables catégorisés HP3 « au sein de l'ensemble des installations réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation » dépassent 1 000 tonnes.</p> <p><i>NB : D'après le règlement UE n°1357/2014, les déchets liquides inflammables possédant la propriété HP 3 sont les « déchet[s] liquide[s] ayant un point d'éclair inférieur à 60°C ou déchet[s] de gazoles, carburants diesel et huiles de chauffage légères dont le point d'éclair est &gt; 55°C et ≤ 75°C ».</i></p>
<p><b>Constats :</b> En ce qui concerne le point 1 de l'article repris ci-dessus, les constats relatés au point de contrôle précédent ont permis de montrer que le site n'est pas soumis à autorisation au titre de l'une ou plusieurs des rubriques dites « liquides inflammables ».</p> <p>En ce qui concerne le point 2, les matières stockées sur le site dans des quantités non négligeables susceptibles de présenter des propriétés inflammables sont les déchets d'hydrocarbures à traiter et le fioul de substitution.</p> <p>Les déchets ne sont pas concernés par le règlement n° 1272/2008 du Parlement européen relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances chimiques et des mélanges (règlement CLP) et ne sont donc pas concernés par des mentions de dangers. Ils peuvent en revanche être catégorisés HP3 s'ils répondent à la définition reprise ci-dessus.</p> <p>L'exploitant a déclaré que toute livraison de déchets d'hydrocarbures à traiter fait l'objet d'un prélèvement d'échantillon et d'une analyse du point éclair, et que tout déchet ayant un point éclair inférieur à 75 °C est refusé. Le seuil, initialement fixé à 55 °C, a été relevé à 75 °C en février 2023. Cela permet de s'assurer que les déchets d'hydrocarbures à traiter ne sont pas catégorisés HP3. Le seuil de point éclair est fixé dans la fiche de spécification des déchets d'hydrocarbures à traiter, que l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter lors de la visite. <b>Il fournira sous 1 mois la fiche de spécification des déchets d'hydrocarbures à traiter faisant apparaître le seuil de point éclair.</b> L'inspection a consulté les résultats des analyses de point éclair depuis début février 2023 : les points éclair mesurés étaient tous supérieurs à 75 °C.</p> <p>Comme indiqué au point de contrôle précédent, le statut du fioul de substitution (produit ou</p>

<p>déchets) fait actuellement l'objet de discussions entre l'exploitant et l'inspection des installations classées. Quel que soit son statut, la quantité maximale susceptible d'être présente sur le site étant de 369 tonnes, le seuil de 1 000 tonnes n'est pas atteint.</p> <p>Ainsi, l'établissement EPR de Lillebonne n'est pas soumis à l'arrêté ministériel du 03/10/2010 relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation.</p>
<p><b>Observation :</b> Les réservoirs de stockage de déchets d'hydrocarbures à traiter sont étiquetés HP3. Par cohérence avec les caractéristiques fixées dans la fiche de spécification, il conviendrait de mettre à jour l'étiquetage en supprimant la catégorie HP3.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites</p>

#### N° 4 : Soumission à l'arrêté ministériel du 24/09/2020

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article I.1, I.</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, réglementation applicable</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. - Relèvent du présent arrêté les stockages en récipients mobiles de liquides inflammables exploités :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Au sein d'une installation classée soumise à autorisation au titre de l'une ou plusieurs des rubriques nos 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut au titre de l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510 ou 4511 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement dites « rubriques liquides inflammables » ;</li> <li>2. Au sein d'une installation classée soumise à autorisation au titre d'une ou plusieurs autres rubriques que les rubriques dites « liquides inflammables », dès lors que les quantités susceptibles d'être présentes de la substance ou du mélange dangereux avec une mention de danger H224, H225, H226 et de déchets liquides inflammables catégorisés HP3 dépassent 1 000 tonnes au total, ou 100 tonnes en contenants fusibles.</li> </ol>
<p><b>Constats :</b> Tous les produits ou déchets présents en quantités non négligeables au sein de l'établissement EPR de Lillebonne ne sont pas stockés dans des récipients mobiles mais dans des réservoirs fixes aériens.</p> <p>L'établissement n'est donc pas soumis à l'arrêté ministériel du 24/09/2020 relatif au stockage en récipients mobiles de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>